

**Vladimir Mau\***

## ***QUELLES PRIORITÉS POUR LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE ?***

La modernisation économique et sociétale est au centre des préoccupations de la Russie d'aujourd'hui. Le but ultime est d'atténuer la dépendance du développement économique encore largement fondé sur l'exploitation des ressources naturelles (en premier lieu, le pétrole et le gaz) et faciliter la diversification de la structure de consommation et d'exportation. Atteindre cet objectif suppose au préalable des réformes de structure et institutionnelles fondamentales, la mise en place de normes et de règles compatibles avec une activité entrepreneuriale dynamique et le développement d'une véritable classe de créateurs.

D'un point de vue économique, il convient de résorber le retard par rapport aux pays les plus avancés du monde. Stendhal remarquait que « les Russes copiaient la mode française mais avec un décalage d'une cinquantaine d'années ». Yegor Gaïdar<sup>1</sup> a montré statistiquement que durant les trois cents dernières années, la Russie avait en effet un retard d'environ cinquante ans sur la France et l'Allemagne<sup>2</sup>. Ce décalage s'est maintenu malgré la succession des régimes politiques et des modèles économiques. La question de fond est donc de savoir si désormais la Russie pourra échapper à la voie du retard. Un retard inscrit dans le temps long. Là est l'enjeu le plus complexe et incertain du développement de ce pays. Comme préalable aux réformes dites de « modernisation », il doit donc y avoir, d'une part, la réforme déjà amorcée mais insuffisante des institutions politiques et l'établissement d'un cadre juridique approprié et, d'autre part, une réforme des institutions du « *welfare state* » (avec en premier lieu la santé publique et le système des retraites). C'est précisément dans ces champs préalables que se trouvent les éléments de la véritable rupture ainsi que les défis intellectuels et conceptuels les plus importants susceptibles de

---

\* Vladimir Mau est Recteur de l'Académie de l'Economie Nationale et de l'Administration Publique près la Présidence de la Fédération de Russie –Moscou.

donner l'élan. Parmi les problèmes économiques auxquels la Russie doit faire face, se distinguent, selon nous, les éléments suivants :

1) Tout d'abord la stabilité macroéconomique. Cela comprend la réduction du déficit budgétaire, la maîtrise puis la réduction de l'inflation. A cet enjeu de macroéconomie, il convient d'associer une politique monétaire dont le point de repère stratégique, et le but à terme, est de faire du rouble une devise régionale de réserve. Il faut par conséquent élaborer un programme et identifier les étapes successives, progressives et réalistes du renforcement des positions internationales du rouble.

2) Il faut une amélioration de l'efficacité des dépenses budgétaires. C'est un problème central dont la solution suppose plusieurs actions, parmi lesquelles : l'élaboration de mécanismes garantissant et stabilisant les dépenses prioritaires, certes largement financées en période de vive croissance mais remises en cause promptement en période de crise. Le perfectionnement du processus budgétaire suppose la garantie de sa continuité où les dépenses seraient cependant effectuées pour et selon le travail accompli et les services rendus et non parce qu'elles seraient inscrites dans le cadre formel de l'année civile. La réforme des postes budgétaires et des mécanismes de financement implique aussi une amélioration du système des achats effectués par l'Etat et donc des mécanismes des marchés publics.

3) Il s'agit de la transition d'une politique de préservation « à tout prix » de l'emploi existant vers une politique de création d'activités et donc de nouveaux emplois. Cela passe notamment par une meilleure mobilité de la force de travail ; ce qui suppose notamment l'arrêt de la pression administrative sur les entreprises pour maintenir coûte que coûte l'emploi et les sureffectifs ; l'augmentation du financement des programmes de soutien et de formation des personnels sans emploi ; l'élaboration d'un programme proactif de mobilité et d'aide à la recherche d'emplois pour les habitants des villes mono-industrielles souvent peu compétitives ou franchement en crise. Lors de l'établissement des mesures à caractère social, il convient de suivre le principe central suivant : l'État doit prioritairement aider les individus et non les entreprises ou leurs managers généraux ou encore leurs propriétaires. Cependant, le soutien aux personnes ne doit pas être réduit à un simple versement d'« allocations chômage ». L'engagement actif des individus est nécessaire afin d'optimiser les projets de formation et de conversion éventuelle. Les objectifs de formation professionnelle et continue sont donc cruciaux. Les pressions pour maintenir l'emploi, au sein des grandes entreprises en particulier, sont souvent expliquées par le nombre de leurs salariés. Cependant, les enjeux de la modernisation et du renouvellement de la structure de l'économie ne supposent certes pas le maintien de l'ensemble des entreprises existantes ni du niveau de l'emploi

pour chacune d'elles. Le processus de modernisation va entraîner dans un premier temps une augmentation probable du niveau du chômage avant d'engendrer une croissance de nouveau créatrice d'emplois. Ces ruptures majeures sont indissociables de la réforme fondamentale et en profondeur du système de la sécurité sociale et des retraites.

4) Il s'agit de la stimulation au développement des petites et moyennes entreprises (non oligarchiques). Il convient de réaliser un programme de privatisations au service du développement puis de la consolidation des activités du petit et du moyen *business*. Pour cela le fardeau administratif doit être allégé, il s'agit de faciliter les processus de créations d'activités et sans doute de baisser les impôts et charges.

5) Il convient de combattre les monopoles (politique antitrust) et donc de stimuler les mécanismes positifs de la concurrence. Cependant, il convient de ne pas entraver la croissance rapide de telle ou telle firme ni de freiner les innovations et l'intégration des innovations qui peuvent parfois déboucher sur des monopoles technologiques temporaires.

6) Il faut réformer le secteur financier, en prenant en compte la globalisation des marchés et les recommandations du G20. Il convient de sécuriser et garantir dans la transparence les financements et les investissements selon les standards admis par les principales plateformes financières du monde.

7) La privatisation d'une partie des actifs nationalisés ou acquis par la VneshEkonomBank (VEB) est nécessaire incluant la création de fonds d'actions et de fonds de pensions garantissant les retraites. Il est important de profiter de la situation actuelle pour comprendre et dépasser les conséquences de la privatisation « révolutionnaire » des années 1990, efficace du point de vue politique, mais qui n'a pas pu garantir la légitimité indispensable des relations de gouvernance et de propriété établies dans le secteur privé.

8) Il s'agit du développement des processus d'ouverture et d'intégration internationale. Cela suppose une adhésion de la Russie à l'OMC et à l'OCDE, ainsi que l'achèvement de la mise en place de l'union douanière de la Communauté économique eurasiatique - CEEA. Lors de la mise en place réellement effective de la CEEA, il serait rationnel de s'orienter vers une harmonisation avec la législation de l'Union européenne (dans la mesure où celle-ci faciliterait la croissance économique), ce qui permettrait alors d'activer une inscription de la CEEA dans un espace économique privilégié avec l'Union européenne.

Les priorités et points sensibles énumérés ci-dessus existaient avant la crise globale. Celle-ci a seulement aggravé les urgences structurelles. La maîtrise de tous ces points constitue une clef incontournable du processus

de modernisation, un préalable au succès de la transformation économique et sociétale, si la Russie devait avancer pour rattraper son retard. De ce point de vue, ce numéro spécial d'AGIR contribue fortement à nourrir la réflexion et le débat et j'en félicite les promoteurs et contributeurs.

*Texte traduit du russe par Eric Brunat.*

**Notes :**

---

<sup>1</sup> Premier ministre de la Russie du 15 juin au 14 décembre 1992.

<sup>2</sup> Gaïdar Y., *Le temps long. La Russie dans le monde : essai sur l'histoire économique*, Editions Delo, Moscou, 2005, p. 325.